

Proposition d'extension du Conseil de sécurité de l'ONU

REUTERS 21.03.08 | 09h00

Par Louis Charbonneau

NATIONS UNIES (Reuters) - L'Allemagne et la République de Chypre ont proposé aux Nations unies un projet de réforme qui porterait le Conseil de sécurité de 15 à 22 membres.

L'Assemblée générale de l'Onu tente depuis plus de dix ans de réformer cette instance dont la composition, jugent ses détracteurs, ne correspond plus aux réalités mondiales.

L'Allemagne, Chypre, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne ont travaillé à un projet de compromis entre les positions divergentes qui existent sur cette question.

Leur proposition, un texte confidentiel que Reuters s'est procuré, suggère d'ajouter sept sièges au Conseil de sécurité. Deux reviendraient à des Etats africains, deux autres à l'Asie, un à la zone Amérique latine/Caraïbes, un à l'Europe occidentale et le dernier à l'Europe orientale.

Le plan ne règle pas la question du statut (membre permanent ou élu pour deux ans). Plusieurs Etats, parmi lesquels l'Allemagne, le Japon, l'Inde et le Brésil, réclament un statut de membre permanent, qui va de pair avec un droit de veto sur les décisions du conseil.

Dans sa composition actuelle, cinq Etats bénéficient du statut de membre permanent, la Chine, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie. Dix Etats désignés pour deux ans et choisis sur des bases régionales complètent le Conseil.

Depuis la création de l'Onu, en 1945, le nombre de sièges du Conseil de sécurité n'a été révisé qu'une seule fois: c'était en 1965, et le nombre de membres non permanents avait été porté de six à dix.

L'objectif affiché par la proposition, qui a été rédigée par Chypre avec l'aide de l'Allemagne, est "d'améliorer la représentativité du Conseil de sécurité sans sacrifier son efficacité".

Les services du président de l'Assemblée générale, le Macédonien Srgjan Kerim, ont confirmé avoir reçu cette proposition, ainsi que deux lettres, l'une émanant de la délégation italienne, l'autre des Etats africains siégeant à l'Onu.

Toute réforme du Conseil de sécurité doit être approuvée par consensus des 192 membres actuels de l'Onu.

Version française Henri-Pierre André